



POUR UN PLAN D'URGENCE POUR LES ÉCOLES, COLLÈGES ET LYCÉES

STOP à l'impréparation, à la désorganisation et au mépris

Toutes et tous en grève mardi 10 novembre !

Les syndicats SNUDI FO et CGT Educ'Action de Moselle dénoncent la récupération de l'assassinat de Samuel Paty, à des fins de basse politique, dangereuse et nauséabonde, ainsi qu'une fois de plus la gestion chaotique, ubuesque et médiocre de cette rentrée de novembre de la part du ministère de l'Éducation Nationale et de l'ensemble du gouvernement.

Une nouvelle fois, nous subissons des injonctions contradictoires, tardives et difficilement applicables et ce, sans temps banalisé. Nous apprenons les informations plus vite par les médias que par les services de l'Éducation, Jean-Michel BLANQUER semble devenir le ministre de la propagande plutôt que celui de l'Éducation nationale. Ce manque de considération envers notre travail, envers nos élèves, leurs familles et les collectivités territoriales est inacceptable. Des mesures significatives, recrutements massifs à hauteur des besoins, auraient dû être prises à l'issue du premier confinement pour ne pas avoir à choisir entre santé et scolarité.

Le pays est de nouveau plongé dans un confinement qui prive la population de libertés fondamentales et que le gouvernement justifie pour éviter la saturation des lits de réanimation alors que près de 80 000 lits ont été supprimés depuis 2003 dans les hôpitaux.

Nos syndicats condamnent avec la plus grande fermeté la violente répression de la police dont des lycéens ont été victimes notamment et demandent l'arrêt des poursuites.

Si nos organisations sont favorables au maintien de l'ouverture des écoles, collèges et lycées, il serait inacceptable que les établissements scolaires se transforment en «garderie» uniquement pour permettre la continuité de l'activité économique. Notre mission c'est d'enseigner, d'accompagner les élèves en situations de handicap, de renseigner les familles et de permettre d'être accueilli-e en toute sécurité !

Nous exigeons la création immédiate des postes nécessaires, notamment par le recours aux listes complémentaires des concours.

Le ministre doit assumer sa responsabilité en matière de protection des personnels et des élèves : masques appropriés, distanciation dans les classes, points d'eau en nombre

suffisant, accès à la médecine de prévention, suivi des personnels et les élèves.
Les CHS des établissements et les CHSCT doivent jouer pleinement leur rôle sans être entravés dans cette période où les personnels en ont grand besoin. Nous réaffirmons notre opposition à leur suppression programmée.

Malgré la crise sanitaire, le ministre Blanquer poursuit ses réformes destructrices contre l'avis de l'ensemble de la communauté éducative, à l'image de son Grenelle de l'Education qui ne laisse rien présager de bon. Il se pose aujourd'hui en défenseur de la liberté d'expression alors qu'il n'a de cesse de poursuivre, menacer et réprimer les collègues qui s'expriment contre ses réformes comme nos collègues de Melle dans l'académie de Poitiers. Toutes les poursuites engagées à leur encontre et toutes les sanctions doivent être levées.

Le Ministre de l'Education nationale, plus que jamais délégitimé et de plus en plus dangereux par ses propos et méthodes, doit en urgence entendre les personnels sur leurs revendications.

Tous en grève le 10 novembre pour exiger :

- Des moyens humains et matériels à la hauteur des besoins du service public d'éducation et en soutien à tous les autres services publics démantelés : création rapide et massive de postes, de classes
- Le respect de nos métiers et nos missions
- Des mesures de protection de l'ensemble des personnels et des élèves
- Des conditions d'études et de vie des élèves sous la Covid et en général, respectueuses de leur santé physique et psychique
- Des conditions de travail dignes de tous les personnels (agent.e.s des collectivités territoriales, contrats précaires : AESH, AED, enseignant.e.s contractuel.le.s)
- L'abrogation des contre-réformes, l'abandon des projets de loi néfastes et pour l'arrêt des évaluations standardisées imposées
- La hausse immédiate des salaires et des pensions sans contrepartie et l'ouverture immédiate de négociations en vue d'un rattrapage de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 2000
- Le respect des libertés et des droits et la levée des poursuites contre les personnels et militant.es syndicaux.ales et contre la répression des lycéen.ne.s

Nos syndicats appellent l'ensemble des collègues à se mettre en grève le 10 novembre.
Une AG de grévistes se tiendra le mardi 10 novembre en visioconférence.